CGT FINANCES PUBLIQUES - MONTREUIL
CEN 18, 19, 20 décembre 2018
RELEVÉS DE DÉCISIONS

SEANCE du 18 sur la journée

Présidence : *Andréa HENICKE* / présence à l'ouverture matin : 35 / après-midi : 33

objet : *ELECTIONS PROFESSIONNELLES - REVENDICATIF - PROTOCOLE EGALITE FEMME/HOMME*

ELECTIONS PROFESSIONNELLES

La CEN estime avoir remporté de très bons résultats à ces élections et félicite tous les militants locaux pour leur implication. Une communication sera faite en ce sens.

Un nouveau débat sera mené lors de la CEN de janvier, ou plus probablement de mars, quand tous les chiffres seront connus et remontés au BN.

La CEN a donc besoin des remontées par les sections des PV locaux.

En effet, sans ces éléments, les résultats sont extrêmement difficiles à analyser.

Elle a également besoin des remontées des sections quant aux ratés du vote électronique, entre autres pour y remédier aux prochaines élections.

Une réflexion sera également menée sur les résultats de la Fonction publique d'État.

L'organisation des CAPN (réfèrent ?, harmonisation ?, etc) sera abordée en janvier, voire en mars, après que tous les élus auront été rencontrés par le secrétaire général.

SITUATION REVENDICATIVE

- Justice fiscale : le syndicat doit publier dès janvier à destination collègues. Les documents doivent être utilisables dans le débat public (notamment réactualisation de l'expression sur l'ISF,...).

- Le syndicat interviendra auprès de la confédération pour appeler dès le mois de janvier à manifester avec les gilets jaunes.

Point soumis à vote séparé :

RÉSULTAT DU VOTE : POUR 14 / CONTRE 9 / ABS 9

- CTR (suppression d'emploi) : Le syndicat ne siègera pas.

Le jour du CTR, le Syndicat Adressera une lettre ouverte au DG indiquant :

1- que la CGT ne siège, motif : suppressions d'emploi, géographie revisitée et impossibilité de discuter.

2- qu'elle demande à discuter de l'augmentation du point d'indice et des régimes indemnitaires.

3- Qu'elle prend au mot le Président de la République : la CGT réclame la prime promise de 1000 € pour les agents de la DGFIP.

Conclusion par un appel partout, le plus tôt possible à la tenue d'AG pour décider de la grève et du blocage DGFIP.

Envoi à tous les agents d'ici fin de semaine ou la semaine prochaine, l'envoi sera doublé en janvier.

- Dès le début janvier, diffusion d'un tract réaffirmant que partout où les agents décideront de la grève, où partout où ils seront dans l'action, la CGT les soutiendra, portera leurs revendications auprès du DG et travaillera à étendre le mouvement. L'expression précisera que la CGT n'acceptera jamais que les agents soient tenues pour responsables de l'échec des réformes du gouvernement (PAS).
- Envoi d'une nouvelle explication sur l'exercice du droit d'alerte et du droit retrait.
- La prochaine CEN de janvier tirera le bilan des actions de début janvier (AG, action en cours,...) pour décider du calendrier à donner (en fonction de l'évolution des décisions confédérales et fonction publique).

VOTE DE LA SYNTHÈSE : POUR 26 / CONTRE 1 / ABS 4

SITUATION REVENDICATIVE

Il a été demandé à la CEN de donner un avis sur la ratification par l'UFSE du protocole égalité femme/homme.

Un 1er vote a été fait pour savoir si la CEN devait ou pas rebndre un avis, sachant qu'une bonne partie de ces membres n'en avait pas prit connaissance.

VOTE : POUR 19 / CONTRE 11 / ABS 0

En conséquence un autre vote a eu lieu, émettant l'avis pour l'UFSE de ne pas ratifier ce protocole.

VOTE : POUR 1 / CONTRE 16 / ABS 12 / NPPV 1

SEANCE du 19 matin - Présidence : *Nathalie GHIO* / présence à l'ouverture : 37

SEANCE du 19 après-midi - Présidence : *Véronique CINQ* / présence à l'ouverture : 36

L'essentiel de la journée du 19 a été concentré sur le projet de document d'orientation à présenter aux sections dans le cadre de la préparation du prochain congrès national du syndicat début juin 2019.

VOTE chapitre 1 : POUR 23 / CONTRE 0 / ABS 12 / NPPV 0

VOTE chapitre 2 : POUR 33 / CONTRE 0 / ABS 1 / NPPV 0

VOTE chapitre 3 : POUR 33 / CONTRE 1 / ABS 1 / NPPV 0

VOTE chapitre 4 : POUR 21 / CONTRE 3 / ABS 7 / NPPV 0

VOTE GLOBAL : POUR 21 / CONTRE 2 / ABS 8 / NPPV 0

SEANCE du 20 matin

Présidence : Xavier PORCEDDA / présence à l'ouverture : 34

objet : ORGA – POLFI – DROITS SYNDICAUX

ORGA

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
FNI	11686	11347	11036	10492	10112	8241	8311

Remarques :

- ▶ le détail FNI pour les écoles sera donné lors de la prochaine CEN
- ▶ mettre à jour régulièrement le cogitiel
- ▶ alerte sur la perte de 3000 adhérents et travailler pour éviter la continuité de cette chute (travail école/section, accompagnement formation accueil dans les écoles, réactiver le tract de syndicalisation)

POLFI

a/produits :

- 12 sections n'ayant pas encore reversé il est nécessaire d'insister dans les collectif régionaux sur l'importance des reversements
- les produits 2018 sont inférieurs aux produits 2017 mais il reste à récupérer au moins 300 000 € pour retrouver le montant de 2017.

b/charges :

- dépassement du prévisionnel pour la presse ENFIP : prévisionnel : 9000,00€ réalisé : 11254,57€
- frais CEN réalisé 52423,49€ < au prévisionnel 70 000,00€. Dépenses réalisée en 2018 < à celles de 2017.
- campagne élections : 49665,00€
- aide aux sections : 6500,00€ en 2017-9600,00€ en 2018 : la solidarité pour les sections en difficulté est importante, un courrier sera envoyé aux sections pour expliquer l'importance de la mutualisation des comptes
- formation syndicale : fortement en baisse pour deux raisons : grève SNCF (annulation stage) et une partie du coût des stages à Courcelles est prise en charge par la Conf.

Comme depuis 2015, l'exercice est déficitaire(-41564,44€), mais un effort collectif sur les dépenses a été effectué.

Remarques :

- ▶ Tombola : repenser à la tombola : renouveler la tombola sur une durée plus longue et peut être autrement (ticket à gratter avec un tirage gros lot ensuite)
- ▶ prévisionnel 2019 : charges : congrès national 250 000,00€ (294 délégués 350 participants)

Votes: 34 présents au moment des votes

- ▶ maintien barème de syndicalisation 2019 sur celui de 2018:

pour : 32 ; abstention: 1 ; contre: 1

- ▶ participation financière au congrès : 2 votes

- * 1^{er} vote : participation de 250,00€ pour chaque délégué :

pour : 32 ; abstention : 1 ; contre : 1

- *2nd vote : participation de 250 € minimum ou plus pour les sections qui le désirent

pour : 23 ; abstention : 8 ; contre:2

NPP : 1

- ▶ budget prévisionnel

pour : 31 ; abstention : 3 ; contre : 0

DROITS SYNDICAUX 2018

Demande complémentaire : 1334 CTS

Restitution : 472 CTS

Soldes enveloppe nationale :

activité nationale : + 164 CTS ; CAPN : - 6 CTS ; ENFIP : -161 CTS soit solde des trois enveloppes : + 63 CTS

Votes : 34 présents au moment des votes

- ▶ acceptation des demandes complémentaires :

pour : à l'unanimité

DROITS SYNDICAUX 2019

diminution des droits entre 8 et 9 % à N-1 : difficultés pour répondre au demandes interpro

2 types de droits :

- droits réglementaires : diminution liée à la suppression des emplois : -6,62 % (perte d'environ 10 ETP)

- droits dérogatoires : à répartir entre toutes les O.S. au prorata des résultats électoraux

pour la CEN de janvier 2019 : mise à jour de la clef de répartition

SEANCE du 20 après-midi

Présidence : Benoit GARCIA / présence à l'ouverture : 34

objet : CADASTRE point sur les initiatives engagées

CADASTRE

Cette partie de la séance a été consacrée à un retour sur la situation du cadastre et le point sur les réunions en régions organisées à l'initiative de la CGT FP, et des actions envisagées pour y donner suite.

Paul Casalta, élu sur la CAP nationale des géomètres, a fait un point d'étape et répondu aux questions des membres de la direction nationale.

Il a en particulier insisté sur l'incohérence de la direction générale, qui après avoir laissé de côté la mission fiscale pour les géomètres, au point de ne plus l'enseigner à l'ENC, souhaite finalement les recentrer sur cette seule mission !

Suite au gel de la mesure par la DG et aux résultats des élections, où la CGT a progressé chez les Géos, il est proposé que des référents régionaux, appuyés par des CAPistes, participent à un groupe d'étude sur l'avenir de la mission, dans le contexte de sa captation programmée par l'IGN.

Suite au débat qui a suivi, il est proposé que cette question soit discutée dans les prochaines assemblées générales, y compris dans le cadre d'une mobilisation plus générale qui interviendrait en début d'année prochaine.